

APPEL ADOPTE PAR LE CONGRES DU SNESUP

Plus de 200 participants au Congrès du SNESUP des 6, 7 et 8 juin, réunis au moment d'une entreprise gouvernementale sans précédent de recomposition-démolition de l'enseignement supérieur et de la recherche, s'adressent solennellement et avec détermination à la communauté universitaire et à la société tout entière. Le caractère utilitariste des formations supérieures telles qu'elles étaient présentées dans le projet du candidat Sarkozy, les conceptions visant à définir les formations par le seul projet d'insertion professionnelle à court terme, ne correspondent pas aux enjeux du XXIème siècle.

Le gouvernement tourne le dos aux exigences de l'heure. Il passe outre les demandes justifiées des enseignants du supérieur, des personnels BIATOSS, des étudiants, visant à doter enfin les établissements d'enseignement supérieur publics des moyens matériels et humains permettant d'accueillir et de faire réussir les centaines de milliers de jeunes qui aspirent, par la formation, par la culture, à trouver épanouissement et place dans notre société.

La prétendue autonomie renforcée, que le gouvernement entend mettre en place avec un calendrier accéléré, vise à faire exploser les cadres nationaux des diplômes, des statuts des personnels, l'unité du service public d'enseignement supérieur. Le congrès du SNESUP réaffirme la double exigence de financement d'Etat de l'ensemble des activités de formations supérieures et de recherche, dans le cadre d'une programmation pluriannuelle d'augmentation des moyens et d'un collectif budgétaire immédiat pour améliorer les conditions de la rentrée universitaire.

Le SNESUP se félicite des fortes convergences au sein du monde universitaire avec les étudiants, avec les organisations syndicales, avec SLR, et bien au-delà, pour porter les exigences d'une réelle transformation démocratique du service public d'enseignement supérieur et de recherche.

Le statu quo n'est pas possible. L'autonomie renforcée, « cheval de Troie » de la concurrence exacerbée et du libéralisme à l'université et dans la recherche, ne correspond ni aux besoins de la société, ni aux aspirations des personnels et des étudiants.

Dès aujourd'hui, le SNESUP appelle les universitaires, les étudiants, les personnels à

- construire dans l'unité la plus large, dans les établissements, au sein des forums et journaux universitaires, dans des assemblées générales, par des interventions dans tous les conseils, une réplique démocratique aux orientations et au calendrier brutaux du gouvernement ;
- s'inscrire dans un processus d'Assises, sur le modèle des Etats Généraux de Grenoble en 2004, dans une dynamique portée par l'action dont un premier temps fort est prévu le 2 juillet prochain ;
- préparer pour la rentrée universitaire les initiatives d'ampleur : manifestations, grève, pour porter les revendications unitaires de transformation démocratique de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le cœur de notre métier est en jeu. Le SNESUP appelle les collègues à l'exprimer dans les congrès, les colloques, les instances scientifiques.

Le SNESUP entend jouer tout son rôle de première organisation syndicale des enseignants du supérieur pour porter devant les pouvoirs publics quels qu'ils soient les revendications et propositions largement soutenues. Il dénonce l'entreprise de communication du gouvernement Sarkozy-Fillon-Pécresse, ses pseudo-concertations, l'absence de communication des avant-projets de textes que le gouvernement entend soumettre au Parlement. En concertation avec les autres organisations syndicales, dans l'unité la plus large possible, le SNESUP déterminera sans a priori sa position sur la poursuite de sa participation aux réunions lancées par le ministère.

Il appelle tous ses adhérents, tous les universitaires, malgré les contraintes universitaires du calendrier, dans la confiance en notre force collective, à s'investir pleinement dans toutes les actions des semaines à venir.

Paris, le 8 juin 2007